

**99 ans d'histoire  
ça se fête !**

**Histoire du logement social  
dans l'agglomération grenobloise**



1930-1940-1950-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1950-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1



**1920 / 2019**



## Remerciements

Nous souhaitons remercier :

Les auteurs du livre « 80 ans de l'Opale », qui a largement alimenté les contenus de cet ouvrage : Philippe Fracchiolla, Cécile Élie et le regretté Jean-François Parent.

Les locataires et les salariés d'Actis qui ont apporté leurs témoignages.

Julie Gauthier et Valérie Langlois de la Plateforme et les services de la Ville de Grenoble.

Nous souhaitons également remercier tous ceux qui ont participé à l'organisation des 99 ans d'Actis, notamment des visites sur les 9 décennies du logement social dans l'agglomération grenobloise :

les salariés d'Actis qui ont orchestré les événements, les Arts du récit en Isère et Marie-Hélène Gendrin, le théâtre de Grenoble, l'association « Histoire de », l'École Supérieure d'Architecture de Grenoble, Grenoble International, Emmaüs, Chrome Service, Le Patio, l'Amicale des Papeteries, la Ville de Pont-de-Claix,

Nous remercions également les partenaires financiers qui ont contribué à la réalisation de l'exposition :



SBI - GRENOBLE RENOVATION - SRE



Réalisée par le service communication d'Actis

Conception graphique : Création d'image

Scénographie exposition : Jean-Jacques Hernandez et Clarice Celli

Mise en page : Élodie Guivarc'h

© Photos : Actis, Archives municipales et métropolitaines, Musée Dauphinois. Pierre-François Couderc



## Introduction

### **Histoire du logement social dans l'agglomération grenobloise 99 ans d'Actis**

À la veille de son centenaire, Actis a choisi de fêter ses 99 ans. 99 ans d'actions au service de l'intérêt général ce n'est pas rien ! Il n'était donc pas envisageable de passer à côté de l'occasion de « boucler la boucle » et de marquer l'anniversaire d'Actis dorénavant Office métropolitain, marquant ainsi une nouvelle ère pour le logement social dans la métropole grenobloise.

Ainsi, l'année 2019 est marquée par l'histoire et par l'avenir.... 9 rendez-vous sous forme de visites historiques ont jalonné cette année d'anniversaire.

Pour chaque décennie, une des directions d'Actis a pris les commandes et a imaginé un événement à destination de nos publics : locataires, partenaires, salariés.

Le point d'orgue s'est déroulé du 12 avril au 11 mai à la Plateforme de Grenoble : **une exposition qui a permis de parcourir 99 ans d'histoire du logement social**, 99 ans de projets et de volontés animés par une vision humaniste de l'habitat.

**Plus de 1 500 visiteurs l'ont visité.**

En parcourant les 100 ans d'histoire de l'organisme, il apparaît évident que cette histoire est intimement liée à celle du territoire, ses évolutions, sa gouvernance, les populations qui l'habitent, tout cela l'a façonné. Elle est aussi façonnée par les hommes et les femmes qui y travaillent et qui, avec leurs valeurs, leurs idées, leur savoir-faire, apportent leurs pierres à l'édifice.

# 9 rendez-vous anniversaires

À l'occasion de ses 99 ans, Actis a proposé un programme de visites animées et plein de surprises pour parcourir 99 ans d'histoire du logement social, 99 ans de projets et de volontés animés par une vision humaniste de l'habitat. 9 rencontres pour découvrir 9 sites pendant 9 mois.

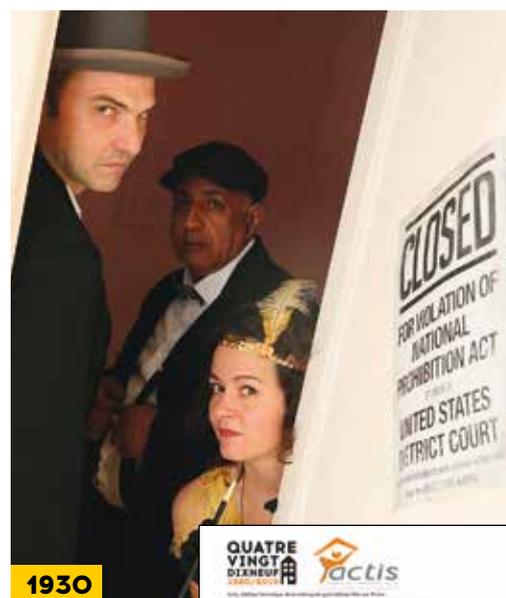
**Le concept : chaque direction et agence d'Actis prend en charge l'organisation d'une visite sur le thème d'une décennie.**

Académique ou ludique, seul ou en partenariat, les équipes sont libre d'imaginer leur rendez-vous.



1920

31 janvier, visite contée sur la naissance du logement social



1930



1940

27 mars, aménagement de la cour de la résidence Moucherotte

**Merci aux partenaires qui ont soutenu les rendez-vous mensuels (les Arts du Récit en Isère, Chrome Service, Emmaüs, Le Patio, L'Amicale des Papeteries, la Ville de Pont-de-Claix).**





2 juillet,  
une spéciale salariés au siège de l'Office





# 99 ans

## Une exposition qui retrace l'histoire du logement social

Lorsque le 15 mai 1920, à 20h15, Paul Mistral, maire de Grenoble depuis moins de 6 mois expose au Conseil Municipal le projet de création d'un Office Public d'Habitation à Bon Marché, c'est déjà l'aboutissement d'un long combat en faveur du logement ouvrier. C'est aussi le début d'une grande aventure...

Décennies après décennies, l'exposition a retracé un siècle d'évolution des modes de vies, des modes d'habiter, au travers de projets emblématiques et de témoignages.

La Plateforme, située place de Verdun à Grenoble, est un centre de ressources sur les projets urbains, et un lieu d'information et d'échange sur l'architecture et l'urbanisme entre les habitants et les professionnels.

**QUATRE  
VINGT  
DIXNEUF**   
1920/2019

**LA PLATEFORME**  
GRENOBLE EXPOSITIONS URBAINES

### Merci à nos partenaires pour l'organisation de l'exposition anniversaire



**QUATRE  
VINGT  
DIXNEUF**  
1920/2019



**LEX  
PO**

**Du 12 avril au 11 mai**  
La Plateforme  
place de Verdun à Grenoble

# Histoire du logement social dans l'agglomération grenobloise

**99 ans d'Actis**

**ENTRÉE  
LIBRE**

du mercredi  
au samedi  
de 13h à 19h

Découvrez  
l'exposition qui retrace  
l'histoire du logement  
social et du premier  
organisme créé  
dans l'agglomération  
grenobloise, l'OPHBM  
de la Ville de Grenoble.

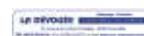
1930 - 1940 - 1950 - 1960 - 1970 - 1980 - 1990 - 2000 - 2010 - 2019 - 1920 - 1930 - 1940 - 1950 - 1960 - 1970 - 1980 - 1990 - 2000 - 2010 - 2019

Photographies : Archives Municipales et Métropolitaines de Grenoble - Totem / Design - Création d'Images



Actis, Office Public de l'Habitat de la Métropole grenobloise

Avec le soutien de :



SBI - GRENOBLE RENOVATION - SRE

Lavoir à Grenoble, début XX<sup>e</sup>



# 1920

## NAISSANCE DU LOGEMENT SOCIAL À GRENOBLE



En France l'idée d'habitation abordable pour les classes populaires est en progression. À Grenoble le 15 mai 1920, le Conseil Municipal, sur l'initiative de son Maire Paul Mistral, crée l'Office Public d'Habitation à Bon Marché. Voici l'histoire des origines du logement social grenoblois.

# 20



«La question du logement est devenue pour Grenoble, une des plus pressantes et des plus vitales ....»

Paul Mistral, 15 mai 1920, séance du conseil municipal



### La vie quotidienne en 1920

Afin de tendre vers un état de santé plus favorable et plus sain, une politique hygiéniste voit le jour dans tout le pays. Des règles de préservation de l'hygiène et de prévention de la santé publique sont instaurées. L'air pur, la lumière et la santé par le sport sont les principes de ce courant qui vise notamment à réduire les problèmes de mortalité infantile et d'alcoolisme, fléaux de l'époque. Le mode de vie des ouvriers était qualifié de « nuisible à la santé » par l'ordre public. C'est pourquoi petit à petit des congrès d'hygiène ont vu le jour où les conditions d'hygiène et le manque d'eau étaient dénoncés.

Des mesures sont alors prises pour une hygiène de vie plus saine avec l'apparition de salles de bains avec baignoire dans les logements dès 1909 ou encore avec les lavoirs.



## Cette année là !

### Un besoin de logement pressant

Entre 1870 et 1914 la population de la ville passe de 40 000 à 80 000 habitants. La situation précaire du logement ouvrier s'aggrave après la guerre de 1914-1918, avec le développement industriel de la ville. Il devient indispensable de trouver une solution.

Ainsi, le 15 mai 1920 en séance du conseil municipal, le maire Paul Mistral interpelle les conseillers, « messieurs, la guerre, par suite de l'exode des populations dévastées et les changements de résidence provoqués par l'essor de l'industrie, a déterminé un afflux considérable vers les villes et les centres industriels . De ce fait la question du logement est devenue pour Grenoble, une des plus pressantes et des plus vitales .... Les familles ouvrières surtout, les familles nombreuses ne peuvent plus se loger .... De l'étude approfondie de cet important problème nous avons acquis la conviction qu'il ne peut être résolu par les seuls efforts privés ... Et l'examen des lois nous a conduit à vous proposer de demander pour notre ville la création d'un Office Public d'Habitations à bon Marché. »

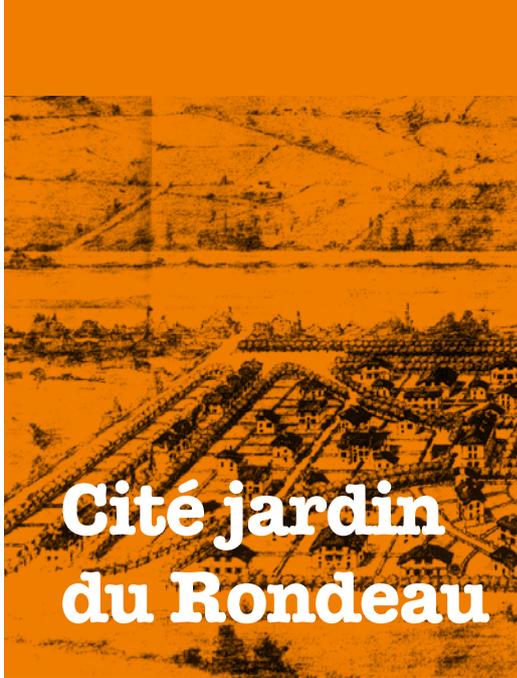
Ce fut le début d'une belle aventure.

### La création de l'Office Public d'Habitations à Bon Marché

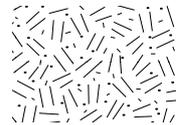
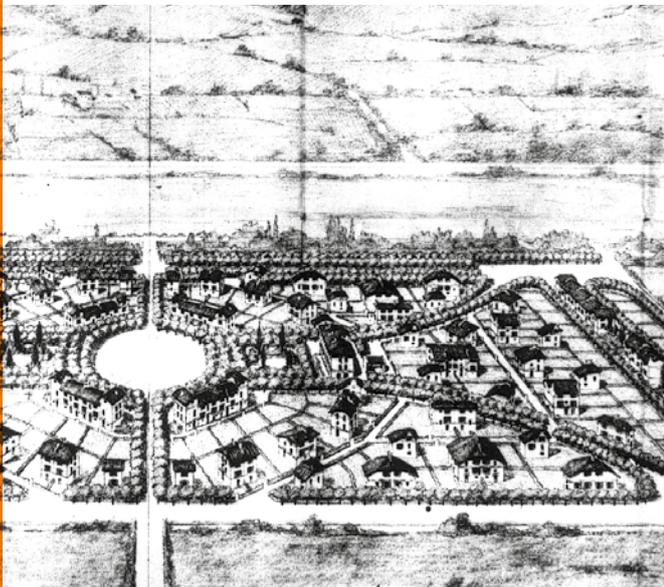
L'OPHBM est donc créé : « c'est un établissement public placé auprès d'une commune... chargé de l'aménagement et de la création d'habitations à bon marché, de l'assainissement des maisons existantes, de la création de cités-jardins... et de la gestion de ces immeubles ».

Le conseil d'Administration est nommé par arrêté préfectoral du 1er juin 1921. Il est composé de 18 membres, d'hommes motivés par une volonté commune de trouver une solution à la crise du logement frappant le pays.





## Cité jardin du Rondeau



La cité Jardin du Rondeau est le premier programme de l'OPHBM, il est pensé dès 1921. 8 hectares de terrain du Rondeau sont cédés gratuitement à l'office par la ville de Grenoble pour la mise en œuvre de ce projet.

Le budget de cette réalisation est de 6,9 millions de francs dont 2 millions de subvention d'Etat.

En 1924 les premiers locataires emménagent à la cité-jardin du Rondeau : 206 logements répartis en 80 petits immeubles de 4 logements chacun. Chaque immeuble dispose d'un jardin de 250 m<sup>2</sup>.

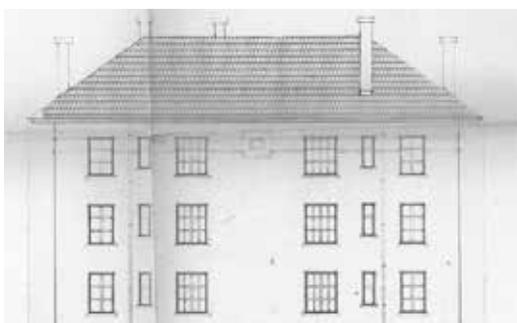
La cité se construit autour d'une place centrale accessible par des voies diagonales, de chaque côté de la place : 8 commerces, 2 lavoirs collectifs et le bureau du gardien.

**Par la suite, à Grenoble, les constructions nouvelles vont s'enchaîner pour parvenir à plus de 900 logements à la veille de la seconde guerre mondiale.**



206 logements répartis en 80 petits immeubles de 4 logements chacun

## La Cité de la Capuche

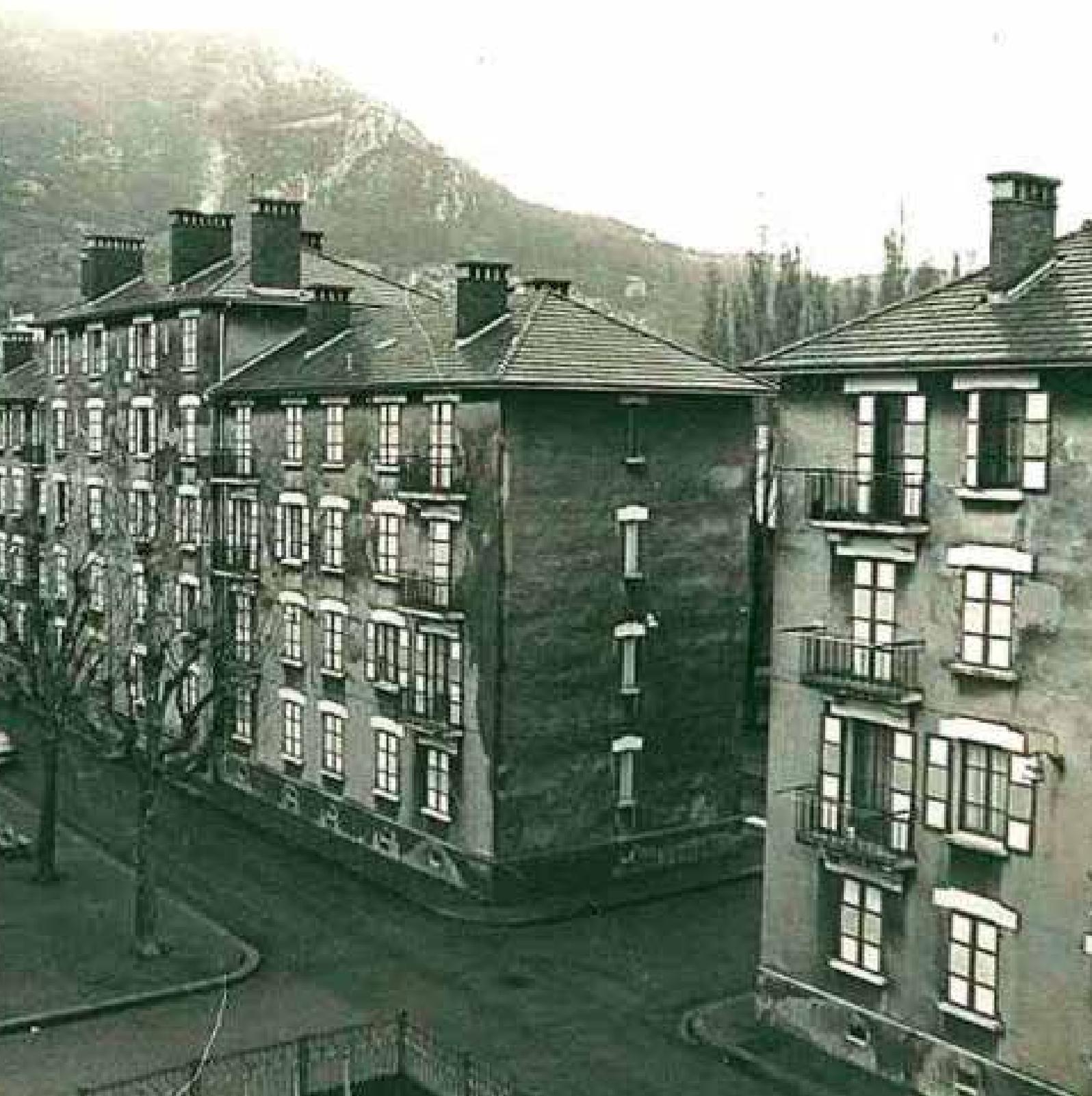


La cité de la Capuche voit le jour en 1924. Composée de 124 logements répartis en 5 bâtiments, elle illustre la volonté hygiéniste de la municipalité. L'architecture et l'implantation des immeubles serviront de modèle aux cités plus tardives de l'Abbaye (1930-1931) et de Jean Macé, avec l'aménagement de petits immeubles de cinq niveaux, disposés en U autour d'un espace central.

Tous les logements sont dotés de l'éclairage électrique, le gaz pour les besoins ménagers y est également installé. Enfin, les water-closets avec siège à l'anglaise sont munis du système « tout à l'égout ».

**L'œuvre de la Cité Capuche est colossale et cela avec une rapidité de conception, de réalisation et d'exécution que justifiait bien d'ailleurs l'urgence des besoins auxquels il y avait à faire face.**

**Cité Jean Macé, à Grenoble**





# 1930

1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019

## LES PREMIERS GRANDS ENSEMBLES DE LOGEMENTS SOCIAUX



### **De la maisonnette ouvrière aux appartements**

Le mode de construction évolue, il n'est plus question de cités-jardins. Les nouveaux programmes Capuche et Abbaye sont plus compacts tout en laissant une grande place aux principes hygiénistes de l'époque.

# 30



## Après 1935, une période au ralenti

Paul Mistral meurt brutalement en 1932 et son successeur Léon Martin dresse le bilan du travail accompli « La Municipalité peut mesurer le chemin parcouru en 15 ans (...) L'OPHBM a construit les cités Mistral, Capuche, Abbaye, Abattoirs et un groupe de logements à loyers modérés, au total plus de 900 logements ». Il conclut « Nulle ville – compte-tenu de sa population – n'a fourni un pareil effort pour conjurer la crise de l'habitation et donner à la population laborieuse des logements sains aérés et à loyer moindre ».

Pourtant la municipalité socialiste radicale n'est pas reconduite et la municipalité centriste qui va poursuivre ne placera plus le logement social au cœur des priorités. De plus dès 1938 les crédits de l'État seront limités, au profit de la Défense nationale.

Puis après-guerre les crédits de l'État vont principalement aux sinistrés. Il faudra attendre les années 50 pour que le logement social redevienne une priorité.

Nulle ville – compte-tenu de sa population – n'a fourni un pareil effort pour conjurer la crise de l'habitation et donner à la population laborieuse des logements sains aérés et à loyer moindre.



« la qualité de ces logements permet d'afficher sans complexe leur appartenances aux HBM. »



## Cette année là !

### Les premiers grands ensembles de logements sociaux

Dès la fin des années 20, après l'achèvement de la cité Capuche, Paul Mistral, Maire et président de l'Office Public d'Habitations à Bon Marché propose un 3<sup>e</sup> projet pour la ville.

La cité de l'Abbaye, conçue par le cabinet d'architectes Fonne et Rochas, présente un projet proche de celui de Capuche : deux groupes de cinq bâtiments de cinq niveaux, répartis chacun autour d'une cour, abritent 176 logements, en grande majorité des 4 pièces. C'est également l'architecte Rochas qui propose, pour le 4<sup>e</sup> groupe « La cité des abattoirs » devenue cité Jean Macé, un ensemble de huit immeubles, répartis autour d'une cour, ce qui, dit-il : « permet une aération parfaite des pavillons et leur accès facile ». La construction de ces cités intègre effectivement les principes du courant hygiéniste.

Le mouvement hygiéniste en architecture voit le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il est axé sur la recherche de solutions architecturales à partir des connaissances acquises dans le domaine de la santé, notamment pour lutter contre les maladies telle que la tuberculose qui constitue alors un enjeu de santé publique de premier ordre. Les grands principes de ce mouvement résident dans l'aération des espaces, la place donnée à la lumière et l'accès à l'eau.

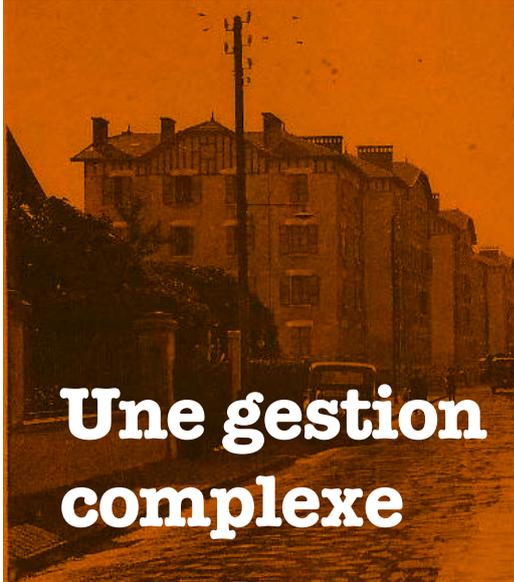
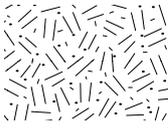
### Vers des HBM « améliorés »

L'État se préoccupe du logement des fonctionnaires et militaires de carrière et demande que des logements leurs soient réservés en priorité. Mais cette population « en raison de sa situation trop élevée » ne peut être logée dans les cités HBM.

Ainsi des programmes d'HBM « améliorés », à loyer supérieur (le double de celui des cités), sont mis à l'étude. Les améliorations résident principalement dans la création d'une salle de bains, l'installation d'un ascenseur, la taille du programme moins importante et sa proximité avec le centre-ville.

Le premier groupe de ce type, est achevé en 1934, rue Pierre Loti avec 66 logements.





# Une gestion complexe



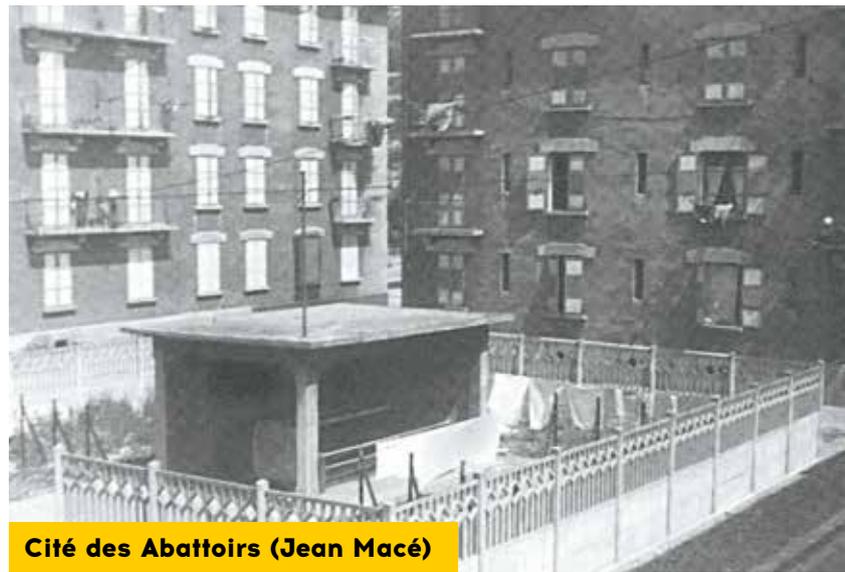
Cité de l'Abbaye

## Attribution des logements

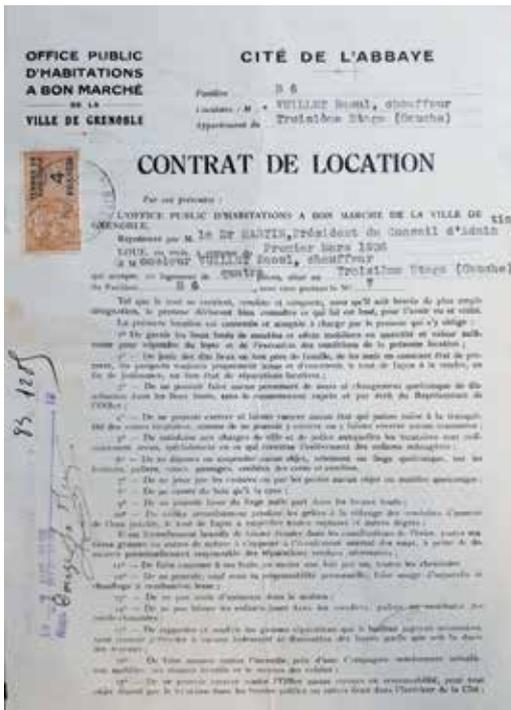
Le montant des loyers est fixé pour chaque opération dès le montage financier, sous le contrôle de la Caisse des Dépôts.

L'attribution des logements est une affaire délicate puisqu'il faut trouver des candidats ni trop riches, ni trop pauvres. C'est dans la presse locale que l'annonce de logements à louer est publiée. Dans la cité jardin du Rondeau, on compte 284 ouvriers (dont 96 femmes), 108 employées (dont 27 femmes) 14 représentants de ce que l'on appelle aujourd'hui le secteur tertiaire (comptables, enseignants, ...).

La taille moyenne des familles est de 5 personnes. Devant l'afflux des demandes, une commission d'attribution, composée de 6 administrateurs, est créée dès 1924.



Cité des Abattoirs (Jean Macé)



## Apprendre à vivre ensemble en logements collectifs

En 1930, un comité de surveillance pour l'entretien des cités est créé au sein de l'office. Un règlement intérieur apposé dans chaque montée nous apprend que le balayage des parties communes est assuré en partie par l'office, en partie par les locataires. Le comité envisage d'engager un artisan pour effectuer toutes sortes de réparations dans les immeubles, pourtant récents. Des gardiens sont là pour veiller au respect du bail et du règlement intérieur et ils ont apparemment fort à faire. Les conflits entre gardiens et locataires se terminent souvent à l'amiable avec pour ces derniers « excuses écrites et versement de 50 F à l'amicale laïque »...

À l'époque, la taille moyenne des familles est de 5 personnes.



Escalier de la résidence Le Moucherotte



# 1940

20-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-201

## LES ANNÉES DE GUERRE

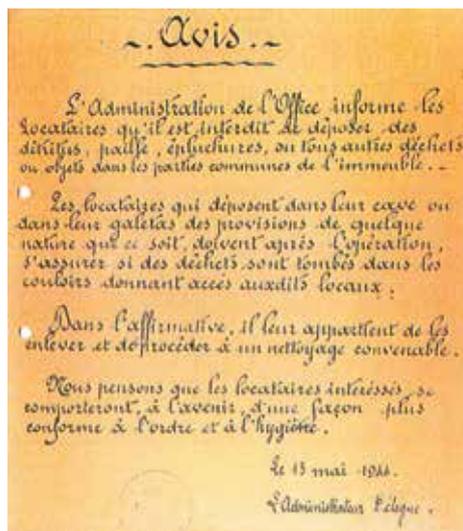


La crise économique,  
la guerre et les changements  
politiques marquent  
un fort ralentissement pour  
le logement social dans la ville.

De 1935 à 1950 seuls  
200 nouveaux logements  
sociaux voient le jour.



Alors même que les immeubles des boulevards remplacent les fortifications et que l'urbanisation s'étend largement vers le sud, seuls 200 nouveaux logements sociaux verront le jour à Grenoble entre 1935 et 1950.



### Gestion locative et sociale

En 1942 les conflits avec les locataires, l'application du cautionnement et les retenues appliquées sur les dégradations suscitent des désaccords. L'Office décide donc de mettre en place un « état des lieux contradictoire » à l'entrée dans le logement et crée un poste d'assistante sociale. Cette dernière intervient pour prévenir les mauvais usages et comportements dans les logements et parties communes.

En 1947 une nouvelle législation sur les HBM fait entrer au Conseil d'Administration deux locataires élus selon des modalités précises : élection de délégués dans chaque cité, sur candidature examinée en Conseil, puis élection des deux représentants sur cette liste.



## Une période au ralenti

**En 1938 les crédits de l'État pour le logement social sont limités au profit de la Défense Nationale.**

Au sortir de la guerre en 1945, les financements vont en priorité aux villes sinistrées. Grenoble n'est pas concernée car la ville a été épargnée par les destructions.

Les successions de majorités municipales et l'absence d'une politique du logement en continu – Paul Cocat de 35 à 44, puis 4 maires en 4 ans après la Libération – n'aident pas le développement de l'Office mais profite aux promoteurs privés. Pourtant les besoins existent, notamment pour reloger les habitants de plusieurs îlots insalubres voués à la destruction (plan Jaussely) : avant guerre on estime à 600 les T4 et T5 nécessaires. Ce besoin sera amplifié après guerre avec l'afflux démographique.

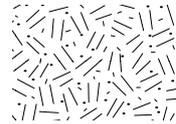
Le manque de moyen se fait sentir et on met en garde contre la tentation de construire à moindre coût : « L'office ne dispose d'aucune disponibilité pour construire... un projet à très bon marché ne paraît pas opportun, ces constructions atteindraient rapidement un degré de vétusté qui exigerait un entretien fort coûteux... l'insuffisance de qualité susciterait de la part de nos locataires des réclamations ».

### Une architecture intégrée

L'office ne met à l'étude que 3 petits projets d'une quarantaine de logements chacun : « Stade », le groupe « Moucherotte » et « Albert 1<sup>er</sup> de Belgique ». La construction est longue car certaines entreprises sont réquisitionnées par l'Autorité Militaire. Contrairement aux premiers logements sociaux regroupés en « cité » et organisés pour la vie collective, les groupes des années 40 se feront sous forme d'immeubles classiques, insérés au tissu existant en ville, avec quelques dizaines de logements, principalement des T3 et T4 avec salle de bain et pour les HBM améliorés des ascenseurs et garages à bicyclettes et voitures d'enfants.



[...] un projet à très bon marché ne paraît pas opportun [...] L'insuffisance de qualité suscitera de la part de nos locataires des réclamations



# Une gestion complexe

Groupe Stade

## Gestion du patrimoine

Des difficultés d'entretien commencent à se faire sentir sur des immeubles qui n'ont qu'une quinzaine d'années.

Le Conseil d'Administration lors d'une visite en 1945 rapporte à propos de l'Abbaye et de Capuche : « portes d'entrées cassées, fermetures arrachées, panneaux de portes découpés, barreaux de rampes d'escalier démantibulés, inscriptions sur les murs, vitres cassées... l'aspect de ces cités est tel et les immeubles présentent un tel état de délabrement que l'on se demande si nous ne nous trouvons pas dans quelques vieux quartiers de notre ville où domine le taudis ».

Le blocage des loyers en 1941 n'arrange pas la situation financière. Pour contrer ces dégradations, l'Office décide « d'appliquer le règlement qui consiste à rendre les locataires responsables des dégradations commises aux parties communes, lorsque l'auteur de ces dégradations n'a pas pu être connu de l'Office ».

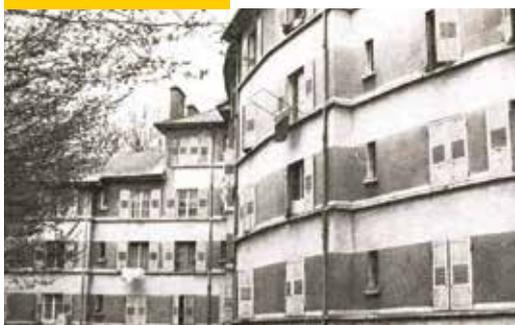
Dans le même temps on met en place un dépôt de garantie pour dégradation, proportionnel au loyer et on inclut des taxes et impôts dans les charges.



Porte Moucherotte



Groupe Stade



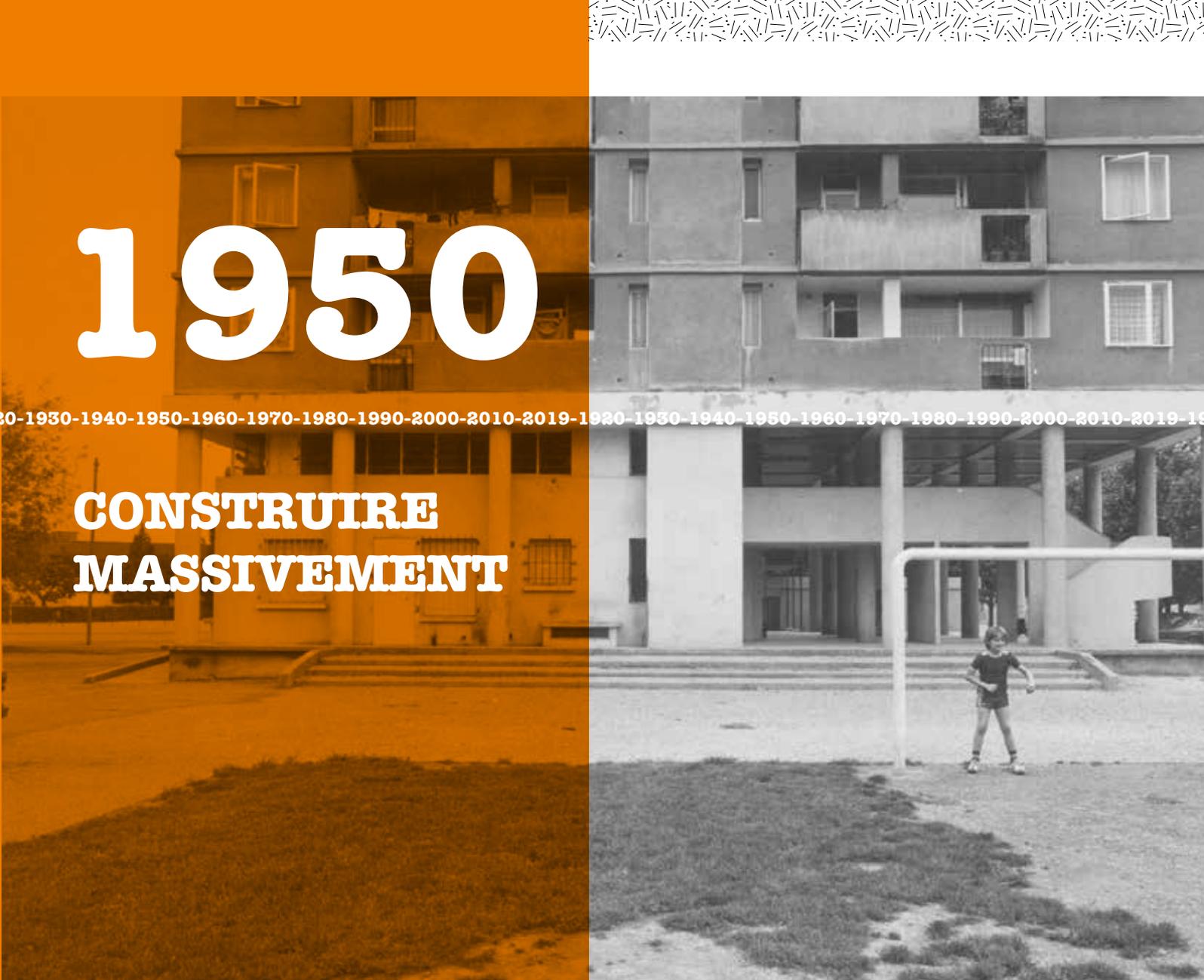
En 1948 une nouvelle loi fixe la détermination des loyers : « en tenant compte du capital investi, de la nécessité de l'entretien, des frais de gestion et des services rendus... ».

L'équilibre de trésorerie est toujours un exercice délicat mais la qualité de gestion est reconnue. En 1943 lors d'un rendez-vous régional des Offices : « seul de tous les Offices représentés, celui de Grenoble, à une gestion qui n'est point déficitaire... ».



**Quartier Teisseire, à Grenoble**





# 1950

20-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-19

## CONSTRUIRE MASSIVEMENT

# 50

Développement industriel, accroissement démographique et hausse de la demande : pour répondre aux besoins de logements sociaux on construit de grands ensembles à l'image de Teisseire.

## Groupe Moyrand



-1920-1930-1950-1970-1980-1990-



Cette rationalisation de la construction permet de faire face au besoin immense de logement, dans les villes.



Libération - Capitaine Camine

## Cette année-là !

### Les grands ensembles

Le développement industriel (hydraulique, électrotechnique et recherche) entraîne Grenoble dans une expansion urbaine assez mal contrôlée et ouvre une nouvelle période pour le logement social. L'industrialisation du bâtiment et l'incitation nationale permet de construire massivement de « grands ensembles ». Cette rationalisation de la construction permet de faire face au besoin immense de logement, dans les villes.

La reprise de la construction neuve, après les années difficiles de la guerre et l'après-guerre, démarre dès le début des années 50 avec les programmes George Sand, Libération et Moyrand. Certains s'inscrivent dans un esprit haussmannien avec l'alignement sur rue. À « Libération-Capitaine Camine » l'immeuble est très semblable à ceux construits par les promoteurs privés dans le quartier des Eaux-Claires à cette époque.

Le groupe Moyrand marque l'évolution de l'urbanisme depuis l'époque de l'Abbaye, visible au second plan. De petits immeubles sont dispersés au milieu d'un vaste parc.

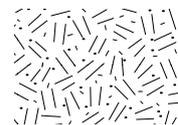
### Teisseire, le premier grand ensemble

Teisseire est le premier grand ensemble grenoblois. À l'époque, les normes de construction visaient à l'économie. Des barres et quelques tours, contrepoint de la densité, accueillent près de 700 logements puis 600 de plus avec la 2<sup>e</sup> tranche. Pourtant, ils ne suffisent pas à répondre à la demande croissante.

On applique à ces logements des normes de surfaces réduites : logements de 52 m<sup>2</sup> en moyenne.



# Nouveaux modes de gestion



## Le confort pour tous

Ces grands ensembles, décriés par la suite, ont permis de faire face à la pénurie de logements et d'offrir au plus grand nombre, des conditions de confort jusque-là réservées à quelques privilégiés. Le programme comprend une nouveauté majeure : le chauffage collectif, ce qui nécessite la création d'une chaufferie. A cette occasion est créée la Société de Distribution de chaleur de la ville de Grenoble qui ne sera d'ailleurs pas prête pour les premières livraisons...

Pour les cités les plus anciennes, construites soigneusement mais selon des normes de confort dépassées, les réhabilitations sont nécessaires. Des salles d'eau sont installées à Capuche et Jean Macé en 1954.



## Nouveaux modes de gestion

Avec le nombre de nouveaux logements livrés, la complexité de l'attribution des logements s'accroît : nouveaux financements, nouvelles catégories de logements, programme spéciaux « rapatriés », réservation de la ville et des entreprises.

Ainsi en 1956, un règlement d'attribution plus précis est adopté. Il impose des conditions minimales et maximales d'occupation, fixe des plafonds de ressources et classe les demandeurs en fonction de certains critères de priorité : relogement suite expulsion du parc privé, état du logement, etc...

Dans les années 50, deux représentants des locataires siègent au Conseil d'Administration et relaient les demandes des locataires. Celles-ci concernent notamment le gardiennage.

Ainsi en 1956, l'office recrute un garde « pour surveiller les espaces verts de Moyrand, Abbaye, Châtelet ainsi que le comportement des enfants aux périodes de la journée où ils sont en liberté ».

## L'organisation de l'office

Le changement de taille de l'Office entraîne des réorganisations.

Ainsi, le personnel augmente avec notamment l'arrivée d'assistantes sociales puis déménagement dans des locaux rue de Belgrade.

Les outils aussi évoluent : première machine comptable en 1953, première automobile en 1958.

Dès 1957, l'office commence à communiquer avec son public sur un stand à la foire de Grenoble.



**Village Olympique, à Grenoble**



# 1960

## EXPANSION DE LA VILLE



Entre 1950 et 1965 l'office passe de 1 100 à 3 500 logements avec les groupes Jouhaux, Mistral et Village Olympique entre autres. Mais l'offre reste inférieure à la demande dans une ville dynamique qui continue de croître.

# 60



**Démolition de la cité  
Jardin du Rondeau**



Dès 1960, l'office envisage de remplacer la cité jardin du rondeau par un nouvel ensemble de 1 100 logements modernes.



### **L'office en première ligne**

Alors que l'activité est riche et les chantiers nombreux, l'office fait face durant cette période à des difficultés de plusieurs ordres :

- des conflits suite aux décisions prises par la Ville, qui demande à l'office d'être sur tous les fronts : constructions olympiques, rénovation des cités anciennes, etc.
- d'autres conflits, avec les promoteurs du privé, qui ne souhaitent pas jouer le jeu de la mixité sociale et mêler leurs constructions à celles du bailleur. Au sein même du Conseil d'Administration, les choix des architectes sont l'objet de désaccords fréquents : garder ceux qui ont fait leurs preuves ou innover...

En parallèle, l'Office doit faire face aux locataires mécontents qui demandent plus d'entretien des logements et aux demandeurs qui trouvent les délais d'attente trop long...

Pour finir, la santé financière n'est pas en reste avec un budget déficitaire durant plusieurs années après 66. La ville viendra régulièrement y remédier. D'autres chantiers notamment dans les « ZUP » sud de la ville attendent l'office dès la fin des années 60 dont près de 800 logements sur l'Arlequin...

## **Cette année-là !**

### **L'activité s'intensifie**

Dès 1960, l'office envisage de remplacer la cité jardin du rondeau par un nouvel ensemble de 1 100 logements modernes. La construction démarre la même année. Il s'agit de l'actuelle cité Mistral. Les architectes proposent des logements du T1 au T7, groupés par taille par soucis de rationalisation et de productivité. Les démolitions de la cité jardin commenceront en 1964. Une page se tournera...

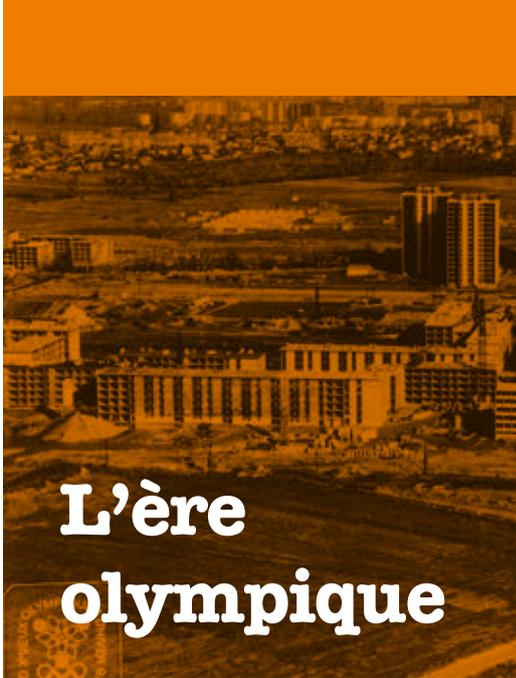
En 1961, 600 logements et un foyer de jeunes travailleurs sont mis à l'étude sur le secteur Jouhaux. Le foyer doit répondre à deux objectifs principaux : permettre une organisation intérieure d'ambiance familiale et offrir un cadre d'activité communautaire. La construction démarre en 1964.

Les modalités d'attribution se complexifient avec des programmes spécifiques pour le relogement des habitants d'immeubles insalubres, le logement des rapatriés d'Algérie, les logements réservés à la Ville ou ceux accordés en priorités aux jeunes ménages.

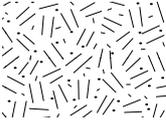


**Mistral**





# L'ère olympique



## Un vaste chantier

La décision prise en 1964, d'accueillir les Jeux Olympique d'Hiver en 1968, incite la municipalité à accélérer l'étude du nouveau Plan d'Urbanisme, en y prévoyant entre autre, des dispositions précises pour l'accueil et l'hébergement des athlètes et de leurs accompagnateurs.

Deux terrains sont ainsi réservés, l'un pour le Village Olympique, l'autre pour le centre de presse « Malherbe ».

Le Village Olympique est l'un des premiers quartiers piétonniers de la Ville. Les barres qui le composent pour moitié lui donnent un caractère résidentiel apprécié. Les tours le rapprochent des grands ensembles « classiques ».



## 1968

Hubert Dubedout, maire de Grenoble et Jean Verlhac, adjoint à l'urbanisme, indiquent au Président Charles De Gaulle, l'emplacement du Village Olympique et de la future Villeneuve.



**Bassin du parc Jean Verlac à la Villeneuve**



# 1970

## LES PROJETS UTOPIQUES

1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1



Malgré les difficultés économiques au niveau national et mondial (chocs pétrolier) c'est une période intense de construction. Les nouveaux grands ensembles portent l'ambition de la mixité sociale au sein des quartiers, en mêlant logements sociaux locatifs et copropriétés.



## La Villeneuve de Grenoble

Les nouveaux grands ensembles portent l'ambition de la mixité sociale au sein des quartiers et mêlent logements sociaux et logements en accession.

À la Villeneuve, l'Office construit 800 logements en location sociale à la Galerie de l'Arlequin, livrés fin 1973. En 1974 l'Office lance 3 nouvelles tranches de 200 logements dans le deuxième quartier de la Villeneuve : Les Balladins. C'est dans ce secteur que sont pensés pour la première fois des logements spécifiquement adaptés aux personnes handicapées.



## Rénovation des quartiers anciens



## Reconstruction Très-Cloître

L'état du bâti de ce faubourg du XVII<sup>e</sup> siècle n'a pas permis la réhabilitation des immeubles. Les nouveaux bâtiments cherchent à retrouver le volume et l'esprit de l'ancien quartier.

## Cette année-là !

### Structuration de la politique du logement

L'urbanisation de la région grenobloise se poursuit dans les communes limitrophes sous forme d'habitat collectif puis, sur les communes résidentielles extérieures, avec des constructions individuelles privées.

La « crise » du logement grenobloise évolue : les vieux quartiers se dégradent et les réhabilitations peinent à avancer faute de financements dédiés. La transformation des quartiers anciens connaîtra un élan dans la deuxième moitié de la décennie avec la création d'aides financières spécifiques (Loi Vivien). Malgré les difficultés c'est une période intense de construction. Dans les quartiers anciens, 400 logements sociaux seront construits entre 1971 et 1983 : Saint-Laurent, Très-Cloître, Notre Dame, Vieux Temple, Alma, ...).

Entre 1965 et 1983 le patrimoine de l'office passe de 4000 à presque 8000 logements. La stabilité politique entre 1965 et 1983 permettra de structurer la politique locale du logement, selon trois axes : la politique du logement conçue et menée comme un tout, la volonté claire d'une mixité sociale dans la ville et l'utilisation de l'Office comme outil privilégié.

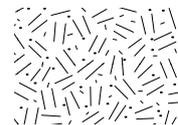


### Cité Jean-Macé en 1979

Des travaux de rénovations sont réalisés en « site occupé en 78 ». Installation des salles d'eau, isolation thermique et rénovation électrique.



## Construction du dialogue social



### Dialogue et transparence

Le dialogue avec les locataires se construit peu à peu, ce qui n'empêche pas la naissance de conflits liés aux charges (flambée du pétrole en 1974) ou aux augmentations de loyer (forte inflation nationale).

Parmi les reproches souvent faits à l'Office se trouve le manque d'entretien, les délais et le flou des attributions. Pour l'entretien, l'effort budgétaire de l'Office sera multiplié par 4 entre 1965 et 1970 et ne ralentira pas par la suite. Pour le « flou », des efforts sont fait dès 1970. Les besoins de logements sociaux sont recensés à l'échelle de l'agglomération et un Fichier de la Demande de Logement est mis en place. En 1973 la Commission d'attribution est réorganisée et elle essaie de définir des règles. La procédure d'attribution est codifiée et à disposition du public en 1977. Le dialogue passe par la proximité : en 1974 une première antenne décentralisée voit le jour à Teisseire. Puis en 76 et 77 au Village Olympique et à Mistral.



Les géants

Une des sculptures de Klaus Schultze qui donne son nom à la « Place des Géants », un des ensembles de la Villeneuve.

**QUATRE  
VINGT  
DIXNEUF**  
1920/2019



### Affirmation de la vocation sociale

En 1971 l'Office est le premier à accepter des familles hébergées par des associations. De plus, chaque bailleur étant gestionnaire de ses attributions, l'Office hérite des demandes refusées par l'autre bailleur, notamment à l'Arlequin.

En 1975 une étude signale que « la demande est en augmentation, les demandeurs ont des ressources inférieures au plafond Prêt Locatif Aidé, les organismes sociaux font pression... ».



**Bal folklorique, place André Malraux  
Quartier Hoche à Grenoble**





# 1980

20-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1950-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1

## LE LOGEMENT SOCIAL AU CŒUR DE LA VILLE



Après des années de construction au sud de la ville, il apparaît nécessaire d'intégrer le logement social dans toute la commune.



L'Office s'installe avenue de Constantine, au Polynôme, flambant neuf, au début des années 80.



## Innovation sociale

L'Office est régulièrement amené à intervenir dans la construction de nouveaux quartiers, avec des logements groupés autour de services ou d'équipements collectifs. Les foyers pour personnes âgées ou jeunes travailleurs se développent : construits par l'office et gérés par le Bureau d'Aides Sociales de la Ville (aujourd'hui CCAS) ou des associations.

Plus innovant encore, en 1981, avec la rénovation de la cité de l'Abbaye, l'OPHLM installe des « Domiciles Collectifs ». Des locataires âgés occupent 11 logements individuellement et des services complémentaires sont mis à leur disposition, avec un paiement à l'acte. Ce système de gestion plus complexe permet aux personnes âgées de continuer à vivre dans le quartier, tout en bénéficiant des services d'accompagnement médicaux nécessaires.

## Cette année-là !

### Les années difficiles

Les premières citées de Grenoble (Abbaye, Capuche, Jean-Macé, Châtelet) commencent à montrer des signes de vétusté et font l'objet de réhabilitation.

Le parc de logement privé souffre également et l'Office est amené parfois à intervenir par rachat de patrimoine pour sauvegarder certaines copropriétés servant de « logement social de substitution ».

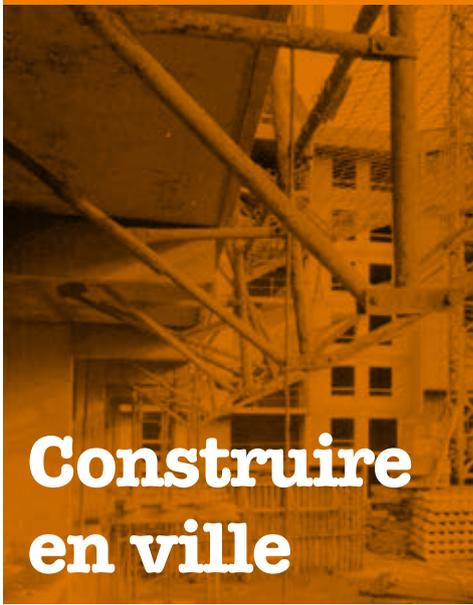
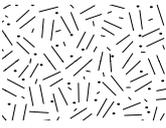
Les besoins en logements sociaux sont forts, liés à la crise économique qui s'accroît. Le Plan local de l'Habitat prévoit néanmoins la construction de 1200 logements sociaux par an. Cette volonté sera remise en question suite aux élections de 1983.

Le changement de conseil d'administration suite aux élections municipales va transformer la vie de l'Office. La décennie est marquée par un désengagement de la municipalité et de graves problèmes de gestion.

En 1986, l'OPHBM change de statut et devient un Office Public d'Aménagement et de Construction. Il est renommé en 1987 « Opale » (pour Office Public Aménagement Logement Espace). Malgré l'élargissement de la compétence géographique de l'Office aux communes hors Grenoble, la construction va chuter et l'entretien du parc social va en pâtir. De 89 à 91, la situation financière de l'Office est telle que l'État impose un plan de redressement.



*Nouveau nom et nouveau logo pour l'Office en 1987.*



# Construire en ville



## La Bajatière en construction

La décennie 70 a renforcé le sud de la ville dans une vocation « sociale » malgré les efforts de mixité des opérations de la Villeneuve et du Village Olympique. La décennie 80 doit envisager la mixité à l'échelle de la ville et construire du logement social « au nord ». Parmi les projets emblématiques : Hoche et Bajatière. Toutes ces opérations se distinguent par l'attention portée à la qualité du logement, à l'insertion dans leur environnement et, parfois, par des innovations techniques et des solutions architecturales originales.



## Bajatière

166 logements dans un ensemble d'immeubles déportés de la rue, donnent sur le parc Soulage et ouvert sur le quartier. En 1980, pour la 1<sup>ère</sup> fois à Grenoble, des panneaux solaires sont utilisés pour alimenter des logements en chauffage d'appoint et en eau chaude sanitaire.



## Hoche

Le rachat de la caserne militaire pour l'utilisation des terrains ne fût pas sans difficultés et conflits entre l'État et la ville. Mais les 420 logements de Hoche finissent par voir le jour et sont terminés en 1983. L'opération devait à l'origine servir pour le relogement des habitants des vieux quartiers en rénovation.



## Lou

L'ancienne usine de lingerie LOU est transformée en 70 logements sociaux. L'immeuble conserve ses caractéristiques industrielles avec de grandes surfaces vitrées. Les logements ainsi créés sont des biens atypiques.

Résidence Les Allobroges à Renage





# 1990

20-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1

## CHANGEMENT DE CAP

# 9

Au cœur de turbulences financières importantes, l'Office traverse des années difficiles avec un plan de redressement jusqu'au milieu des années 90.

Il développe et diversifie son activité en dehors de Grenoble, dans les villes nouvelles du Nord-Isère ou dans la couronne Grenobloise. Une nouvelle période débute, avec la montée en puissance de la gestion de proximité et le renforcement de la communication auprès des locataires.



## Reprise de l'activité

Il est difficile de relancer la construction sur Grenoble alors que la politique de la municipalité n'a guère évolué sur le sujet. Toutefois les programmes Europole, Regain et Prisme voient le jour ainsi que des opérations mixtes public-privé.

L'essentiel des constructions neuves se situe sur le département : Dolomieu, la Tour-du-Pin, Saint-Marcellin, L'Isle-d'Abeau, ...

L'Opale se voit également confier la gestion de près de 450 logements au centre-ville de Grenoble après la suppression par la municipalité de la Régie foncière et immobilière.

L'activité de réhabilitation est également réactivée, alors que les besoins sont importants et que le retard d'entretien s'était accumulé. Ainsi, à Moyrand, Jouhaux, Georges Sand ou Châtelet les réhabilitations sont programmées et la consultation des locataires devient systématique.



L'office est devenu « Opale » à la fin des années 80 dévoilant un nouveau logo. De tous nouveaux outils de communication ont été déployés dans les années suivantes.



# Cette année-là !

## Le plan de redressement

Le début des années 90 est marqué par la mise en place d'un plan de redressement de l'office après les turbulences des années 80.

Élaboré par le directeur général en lien avec l'Union Nationale des HLM et les services de l'État, en premier lieu desquels la Caisse de garantie du Logement Social (le C.G.L.S), il est signé en août 1991 et fixe des engagements pour 5 ans.

Ce plan de redressement prévoit :

- la réduction du déficit (162,5 millions de francs) par des versements des collectivités et des prêts ;
- des mesures de gestion interne pour le recouvrement des impayés ; la relance de la construction à 200 logements par an et la réhabilitation de 450 logements par an, d'abaisser les coûts de fonctionnement, etc ;
- un volet social avec l'insertion de l'Office dans les procédures du Plan Départemental de Logement des Défavorisés de l'Isère.

Face à ce plan, l'inquiétude du personnel est vive et la tension entre salariés et directeur général ne cesse pas pendant toute la durée d'application du plan.

## Politique sociale et proximité

Dès 1991, l'Opale met en place une cellule de politique sociale qui suivra les attributions, le peuplement des quartiers et les impayés. Quelques années plus tard, Actis revoit en profondeur ses conditions d'accueil des locataires et crée 7 agences de proximité disposant d'une autonomie de gestion.

La proximité, pièce maîtresse de l'organisation de l'Office se mettait en place...

Enfin, l'Office s'associe à plusieurs actions menées dans les quartiers Teisseire et Châtelet avec les habitants pour l'amélioration et l'entretien du cadre de vie, relayés par une communication active.



## Diversification de l'offre



Le Trèfle de Charlaix à Meylan

Actis participe à de nombreux concours lancés par les communes et développe ainsi une large gamme de produits correspondant à une demande diversifiée : villas en bandes insérées dans les lotissements, petits immeubles dans des opérations mixtes, opérations d'acquisition-amélioration dans de vieux immeubles du centre-ville, etc...

Les programmes sont de plus en plus intégrés à leur environnement, de petites tailles, rien ne les distingue de ceux réalisés par les promoteurs. Pourtant les préjugés ont encore la vie dure à la fin des années 90...

«Il faut à chaque fois déployer des trésors de pédagogie pour expliquer et rassurer » déclarait Michel Chabut, directeur de la maîtrise d'ouvrage de 1977 à 1999.

**QUATRE  
VINGT  
DIXNEUF**  
1920/2019



### Culture d'entreprise et Qualité de service

Le travail mené en interne sur le projet d'entreprise permet à l'Opale de passer d'une culture « administrative » à une culture « de gestion et de service ». Ainsi à l'aube des années 2000, les salariés posent les premiers jalons de la démarche « qualité de service » lors de leur assemblée générale.

Quelques mois plus tard verra le jour la première charte d'engagement contractualisée avec les locataires.

### L'Ovalie à Sassenage



**Résidence Le Cocon, à Grenoble**





# 2000

20-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-1950-1960-1970-1980-1990-2000-2010-2019-1920-1930-1940-

## LE TOURNANT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



Sur de nouvelles bases saines, l'Office se tourne vers l'avenir et devient Actis.

Un des objectifs majeurs de la nouvelle entité : construire des logements diversifiés, respectueux de l'environnement et sobres en consommation d'énergie et d'eau.

# 20



## Jean Macé

Un quartier historique entièrement reconstruit...

Dès 2002 un projet de démolition-reconstruction est élaboré pour la cité Jean Macé devenue trop vétuste. Tranche après tranche durant plus de 10 ans les nouveaux immeubles sortent de terre. Une quarantaine d'habitants « historiques » ont souhaité revenir dans les immeubles neufs et y habitent encore.

### Le locataire au cœur des préoccupations

Dans le même temps le locataire est au centre des préoccupations. La qualité de service et la proximité deviennent les priorités numéro un.



Dès 1999 un médiateur est recruté pour assister les agences dans les conflits de voisinage. Un poste qui s'est généralisé depuis chez les bailleurs.

Dès 2002 Actis élabore avec les associations de locataires une charte qualité.

En 2004, l'office participe pour la première fois à la fête des voisins. Impulsées par le bailleur, les fêtes sont organisées par les habitants qui le souhaitent. Pour certains, cela fait 15 ans que ça dure...

## Cette année là !



### En 2002, l'OPALE devient Actis.

Actis participe au développement durable et applique désormais la démarche Haute Qualité Environnementale HQE à ses constructions. Ce respect de l'environnement lui permet de faire des économies d'énergie et de proposer à ses locataires un confort accru et une maîtrise du montant de leurs charges.

Pour le bâtiment de la rue Moyrand à Grenoble Actis intègre des technologies innovantes dont 188m<sup>2</sup> de cellules photovoltaïques pour l'électricité des communs. Ces innovations lui permettent de remporter le prix Innovec en 2005.

Actis construit des opérations récompensées par de nombreux prix : Prix de l'Habitat Durable, ...



188 m<sup>2</sup> de cellules photovoltaïques sont intégrées sur l'immeuble de la rue Moyrand à Grenoble, pour l'électricité des communs.



# Le renouvellement Urbain

## Teisseire

Premier quartier à bénéficier d'une opération de renouvellement urbain à Grenoble, le quartier a progressivement été entièrement repensé : quelques démolitions, de nouvelles constructions et une vaste réhabilitation de l'existant avec notamment l'ajout de balcons-terrasses à tous les logements et la résidentialisation. L'opération de résidentialisation est l'une des plus vastes réalisées en France.

Au-delà du travail sur le bâti, c'est toute une démarche de participation des habitants qui est développée. Accompagnement avant, pendant et après les travaux. C'est à Teisseire que les premières « chartes de résidences » sont créées avec les locataires et qu'Actis met en place une « maîtrise d'œuvre sociale ».



**QUATRE  
VINGT  
DIXNEUF**  
1920/2019



## Des « balcons fleuris » à l'innovation sociale

Des milliers de plans offerts aux locataires, des ateliers, des rendez-vous conviviaux ont jalonné les années 2000.

Aujourd'hui, Actis va plus loin et accompagne l'évolution de la société avec la création d'espaces partagés tels que les terrasses sur les toits, les carrés de jardins dans des cours, et même des buanderies collectives.

Acteur du « vivre ensemble » l'office met également en place des ateliers et lieux ressources pour ses locataires à l'image de « Ma Petite Boîte à Outils » et l'« Atelier des Habitants », qui permettent d'apprendre les petits gestes quotidiens pour le bon entretien du logement.

## Locataires de longue date, ils nous racontent leur histoire



### Monique et Roger Grillot

Rue Joseph Lyonnaz,  
quartier Jean Macé  
à Grenoble

M. Grillot est arrivé  
en 1938 à l'âge de 2 ans.  
M<sup>me</sup> Grillot est arrivée  
en 1944 à l'âge de 2 ans.

**Roger :** Je suis arrivé ici car mon père, qui était fromager dans le Jura, est venu travailler aux chemins de Fer PLM (Paris Lyon Marseille).

**Monique :** Mes parents sont de Saône et Loire. Il n'y a que moi qui suis née à Grenoble. Nous avons eu un appartement ici parce que des logements étaient réservés pour les militaires de carrière, comme mon père.

**Roger :** Juste à côté il y avait les abattoirs. Il fallait voir ça, les vaches arrivaient par les trains. Les moutons venaient des alpages, par la route. Et souvent, les vaches se sauvaient. Elles savaient bien pourquoi elles venaient là !

Des histoires d'animaux j'en ai d'autres... vers 18 ans, avec les copains, on allait à la pêche. On partait vers 3 heures du matin pour aller en montagne. Et là on voit pleins de clignotants sur la route. J'étais en Dauphine alors j'allais pas vite (rires). Du coup, je me suis arrêté et qu'est-ce que j'ai vu : pleins de moutons sur la route, le berger et sa lanterne. C'était donc les yeux des moutons que je voyais ! Comment j'ai rencontré ma femme ?

Vous savez il y avait beaucoup de belles filles dans le quartier. Mais j'ai dû partir faire l'armée et quand je suis revenu et bien elles étaient toutes prises ! Alors je me suis retrouvé tout seul.

Et puis un beau jour, j'étais aux boules, car on jouait souvent ici. J'ai vu arriver ma grande là, sur son vélo, avec ses grands cheveux. Je lui ait dit « halte là ! » et puis ça a commencé comme ça...

**Monique :** Et quand j'ai dit à maman que je sortais avec Roger elle a jamais voulu me croire. Y'a fallu que mon frère nous voit pour qu'ils me croient...

On était une belle bande de jeunes et on se voit toujours. On se retrouve, toutes les années ils viennent et on fait un repas pour la fête des mères ou les rois. Il reste surtout des femmes, parce que les hommes, ils ne résistent pas (rires).



### Jeanine et Paul Bonnet

Albert 1<sup>er</sup> de Belgique  
Habitent depuis 1968

**Jeanine :** Je suis de l'Ardèche et mon mari de la Drôme, on a d'abord habité Valence puis nous sommes arrivés à Grenoble. Avant d'arriver ici on était très mal logé. On a fait une demande et ça n'a pas été facile. Nous sommes arrivés en 1968, notre fille avait 5 ans. Je me rappelle qu'on était aux premières loges pour les jeux olympiques, les cérémonies... On a apprécié d'avoir cet appartement avec une salle de bains avec une baignoire. Et puis mon mari est plombier alors il a ajouté un lavabo, il a aménagé pas mal de choses ici.

J'ai toujours été contente ici. Si bien qu'on est resté là et puis on a bien arrangé notre appartement alors avec le temps on a pas eu envie de laisser tout ça... Au début, il n'y avait pas de chauffage. Il y avait qu'un poêle de l'autre côté alors on sentait le frais près des fenêtres. Puis dans les années 90, Actis a installé le chauffage central.

**Paul :** Il y a quelques années on nous a proposé de nous installer une lumière centrale dans les pièces parce qu'ici on a que des lampes à pied. Et on a dit non. Mais là on a fait une bêtise (rire)...

**Jeanine :** Oui mais moi j'aime bien les lampes, on y voit plus clair...

**Paul :** Et puis c'est vrai que quand on est jeune, on n'y pense pas et après quand on vieillit...

**Jeanine :** Pendant des années, j'ai été présidente de l'association de quartier Albert 1<sup>er</sup>-Pierre Loti, chaque année on faisait une réunion et un buffet bien sûr. Il n'y avait pas beaucoup de problèmes mais par moment tous les jours j'avais des appels de locataires. Ils passaient par moi pour tout ce qu'ils avaient à demander. En tous cas, moi, je me suis toujours très bien sentie ici, y'en a qui rouspètent mais je ne les comprends pas (rires) !



## Régine et William Cohen

**Allée du jardin Hoche à Grenoble  
Habitent depuis 1984**

**William :** Mes parents habitaient boulevard Joffre. Ici à Hoche, c'était un terrain militaire et le quartier de Bonne aussi. Quand les travaux ont débuté ici, mon père voyait ce qu'il se passait et se disait que ce serait sympa d'aller habiter dans ce nouveau quartier. Alors il a fait une demande à la Mairie et il a obtenu, à la fin des travaux, un logement à Hoche. C'est celui dans lequel nous sommes. Il était un des premiers locataires du quartier !

Alors ils ont habité là quelques années puis, ils sont partis en mission à l'étranger, alors j'ai proposé de garder l'appartement. J'ai vécu ici en célibataire. Puis, ils ont fait un bref retour et sont de nouveau partis. Alors cette fois j'ai pris l'appartement à mon nom en tant que tout jeune marié.

**Régine :** C'est vrai que se sont de beaux appartements parce que c'est clair, c'est spacieux. Bon, à part le sol et le crépi au mur, mais bon c'était les années 80 (rires).

Ici on a 4 chambres, il fallait bien ça, on a 5 enfants. Quand ils étaient petit on a passé de très bons moments dans ce quartier. Je me souviens des parties de boules dans le parc, le soir. On était plutôt calme, ça ne gênait personne. On y tient à notre parc !

**William :** Oui et on avait un très bon voisinage, on a fait de belles rencontres amicales.

**Régine :** Et puis j'ai commencé à m'occuper de l'union de quartier Hoche (UPPH). Alors là, on en a fait des animations : des sorties pour les enfants à Peaugres, des brocantes, des fêtes des voisins. Aujourd'hui encore, ça arrive qu'on m'appelle pour me demander des choses mais j'ai arrêté en 2013. Il m'aurait fallu de l'aide car pour animer le quartier ça demande de l'énergie quand même.

**William :** C'est sûr que les choses ne sont pas toujours simples dans le quartier. Des jeunes viennent de l'extérieur traînent le soir. Ça gêne les habitants alors on les fait partir, quand on peut...

**Régine :** Ce que j'ai bien aimé aussi c'est lorsque qu'Actis a organisé les balcons fleuris. C'était un bon moment on a eu des jolies plantes. J'espère qu'il va encore se passer des choses !



## Marie-Thérèse Chaix

**Rue Capitaine Camine à Grenoble  
Habite depuis 1953, à la mise en service de l'immeuble**

J'ai vécu ici avec mes parents et mes frères et sœurs.

Quand on est arrivé, on a essuyé les plâtres, c'était tout neuf. Il faut savoir que mes parents avaient un cinéy\* au charbon pour se chauffer, quelques années après c'était au mazout et puis des années après encore, le chauffage central !

Avec ma sœur, on partageait la chambre qui donne du côté du Lys rouge. Ce qu'il faut vous dire c'est qu'à l'époque c'était la Semitag à la place. Il y avait une trentaine de cars alignés, alors autant vous dire que le samedi matin la grasse matinée était impossible ! Je me souviens qu'un matin en 1956, les cars sont restés cloués au sol. Gelés par -15°C. Mon meilleur souvenir ? Ma première surprise party, je devais avoir 12-13 ans.

J'ai toujours gardé le goût de la fête, on en faisait souvent ici dehors dans le parc. On se retrouvait tous en bas.

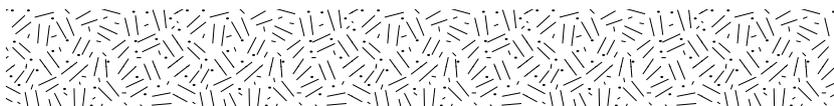
Puis je me suis mariée ici en 1958. Nous avons fait le repas du mariage ici, dans le salon !

Dans les années 60 avec mon mari nous sommes allés habiter à Saint-Martin-d'Hères et puis bien plus tard, au décès de ma mère et de mon mari, j'ai voulu revenir. Alors j'ai repris l'appartement. C'est là que j'ai commencé à rechercher mes anciens camarades et que l'on a recommencé à se réunir pour des repas. Et ça a duré...

Aujourd'hui il y a les jeunes filles de DIGI\*\* qui sont avec nous dans l'immeuble. Avec elles, je veille sur les personnes âgées. On organise des goûters. Je vais aussi aux réunions de la Mairie, à des ateliers d'écriture. Et surtout j'aime m'installer à mon bureau et travailler sur l'ordinateur...

\* poêle

\*\* Association Domicile Inter Génération Iserois



# Salariés d'Actis,

## ils nous parlent de leur expérience



**Daniel PRAT**

### Votre date d'entrée chez Actis ?

Le 1<sup>er</sup> septembre 1980.

### Racontez une (ou deux) anecdote pendant votre carrière chez Actis :

Le 1<sup>er</sup> jour du reste de ma carrière au sein du logement social, c'est le directeur de l'époque, M. Rousseau, qui personnellement m'a emmené sur mon poste de travail, dans le quartier de Léon Jouhaux, dans sa 4L verte ! Étonnant, non !

### Quel est votre parcours professionnel chez Actis :

Électricien (de formation) - Agent de proximité - Technicien de patrimoine - Technicien assurance depuis 2003.

### Un fait marquant ?

J'ai rencontré ma future femme à l'accueil d'Actis. Elle venait récupérer les clés de son nouveau logement !

### Un moment positif et un négatif :

J'ai eu une évolution de carrière « normale », tant d'un point de vue technique que social - mes dernières années ont été les plus difficiles (au sein du service assurances) de par la nature du travail.

### Et pour la suite ?

Pas de projet précis, selon où le vent m'emportera...



**Brigitte GIRARD**

### Votre date d'entrée chez Actis ?

Le 8 décembre 1978.

### Racontez une (ou deux) anecdote pendant votre carrière chez Actis :

J'étais sur le point d'avoir mon premier enfant, et le directeur de l'époque (M. Gervais) a cherché partout une personne pouvant m'accompagner à la maternité !

### Quel est votre parcours professionnel chez Actis :

J'ai d'abord remplacé un retraité au Service gestion/compta rue de Belgrade, puis en 1981, je suis devenue gestionnaire des immeubles en copro - Service gestion (1987) . En 1991 je suis partie à Mistral : gestionnaire polyvalente (accueil, encaissement, paiement des factures fournisseurs, signature des baux, régul de charges), en 1999 j'ai été mutée à Teisseire en tant que chargée de clientèle/précontentieux et médiation. Enfin, depuis 2009 je travaille au service charge pour le territoire Jean Jaurès.

### Un fait marquant ?

Pendant le déménagement de février 1980 pour le 25 avenue de Constantine, il n'y avait pas de chauffage et on travaillait avec nos « doudounes » pendant environ une semaine. On se calfeutrait pour ne pas avoir froid !

### Un moment positif et un négatif :

Le côté positif : le vécu sur le terrain avec les locataires et les rencontres à domicile (demande de mutation,...). On avait l'impression de faire partie de la famille, on était reçu avec un café, avec gentillesse... Je regrette cette époque. Sauf le côté négatif : une fois, on s'est retrouvé enfermé chez eux si malheureusement ils n'obtenaient pas gain de cause...

### Et pour la suite ?

M'occuper de mes 4 petits-enfants, et j'ai le projet de retourner sur le plateau matheysin.



## Christian PARIS

**Votre date d'entrée chez Actis ?** Le 1<sup>er</sup> avril 1985.

**Racontez une (ou deux) anecdote pendant votre carrière chez Actis :**

Lors de la formation sur les nouveaux IBM, une collègue continuait à déplacer sa souris le long du pied du bureau pour la faire descendre au bas de son écran...

**Quel est votre parcours professionnel chez Actis :**

J'ai un BTS Gestion commerciale, suite à des stages en informatique, j'ai passé un diplôme DPCT (équivalent du DUT).

**Un fait marquant ?**

Quelques collègues (surtout des femmes d'ailleurs !) venaient travailler avec leur chien (dont certains mangeaient les fils du téléphone...)

**Un moment positif et un négatif :**

L'installation d'ImmoWare a été très longue, fastidieuse (avec des week-ends chargés) mais finalement cela a été bénéfique pour l'apprentissage. Du coup étant très au fait de l'utilisation cela a continué avec Aravis...

**Et pour la suite ?**

Continuer à tenir mon rôle de grand-père (le plus possible en montagne).



## Christian ROY

**Votre date d'entrée chez Actis ?** Le 2 janvier 1983.

**Racontez une (ou deux) anecdote pendant votre carrière chez Actis :**

Je suis arrivé le lendemain du 1<sup>er</sup> janvier, le seul présent à l'agence pour m'accueillir était un agent de nettoyage : 1<sup>re</sup> journée s'est résumée à découvrir le quartier Mistral.

**Quel est votre parcours professionnel chez Actis :**

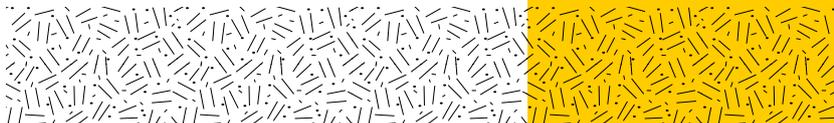
Agent administratif à Mistral puis Chargé d'opérations et Responsable du Service depuis 2002.

**Un moment positif et un négatif :**

Sans hésitation ce qui a été négatif, c'est la mise en place du plan de redressement (beaucoup de question sur l'avenir de l'Opale, sur les conditions de travail, sur la pérennité des postes...). L'aspect positif c'est d'avoir pu bénéficier d'une bonne évolution de carrière.

**Et pour la suite ?**

Je n'ai pas eu le temps d'y penser mais pourquoi pas des activités sportives ou voyages, Université du 3<sup>e</sup> âge...



## Christine CANARD

**Votre date d'entrée chez Actis ?**

Le 15 novembre 1977.

**Racontez une (ou deux) anecdote pendant votre carrière chez Actis :**

J'ai commencé par remplacer une personne en congés maternité, puis j'ai intégré la gestion du personnel. Nous utilisons la machine à écrire électrique avec boule et effaceur ! Avec un double vert et double rose pour les courriers, je faisais un peu de sténo, répondait au téléphone.

Il y avait 40 à 50 employés rue de Belgrade (de grands appartements divisés par la Direction) dans les années 80, j'ai été la première à utiliser le traitement de texte et dans les années 90, nous sommes passés à l'Informatique...

**Quel est votre parcours professionnel chez Actis :**

J'ai effectué différents remplacements jusqu'au Service logement. J'ai ensuite intégré le service Paye pour établir les fiches de paie en 1988-89 puis le Service du Personnel

**Un fait marquant ?**

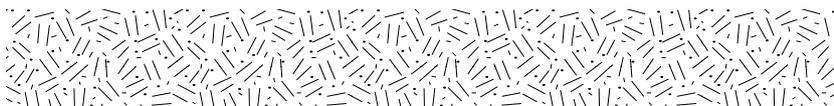
J'ai vu une évolution des matériels à utiliser (minitel, fax, scanner...). Un directeur avait un gros téléphone portatif dans son véhicule.

**Un moment positif et un négatif :**

Réunions du Comité Paritaire : je n'aimais pas faire les compte-rendus. Avant le pointage sur PC, il y avait une « pointeuse » par carte magnétique (style CB) et il fallait récupérer le rouleau au siège et dans les agences. Certains en profitaient pour aller chez le coiffeur ou faire leurs courses...

**Et pour la suite ?**

J'ai pleins de projets : du sport, je vais aussi me remettre à l'aquarelle, la couture, et la cuisine. J'aimerais étudier l'Histoire de l'Art et faire fonctionner mes petits neurones, voyager et revenir voir les collègues pour le midi ou d'autres occasions.





## Actis

25 avenue de Constantine  
38100 Grenoble